



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Décision de la mission régionale
d'autorité environnementale
après examen au cas par cas sur l'élaboration du plan local
d'urbanisme de Valescourt (60)**

n°MRAe 2018-2610

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement Européen et du Conseil concernant l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 104-1 à L104-3, R104-8 et R104-28 à R104-33 ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016, du 5 mai 2017 et du 16 octobre 2017 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la demande d'examen au cas par cas, déposée complète par la commune de Valescourt le 4 juin 2018, concernant l'élaboration du plan local d'urbanisme communal ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 17 juillet 2018 ;

Considérant que la commune de Valescourt, qui comptait 280 habitants en 2016, projette une croissance annuelle de sa population de +0,9 % afin de gagner à l'horizon 2035 environ 52 habitants supplémentaires et que le plan local d'urbanisme prévoit la réalisation de 22 logements supplémentaires dans des dents creuses du tissu urbain existant ;

Considérant que le plan local d'urbanisme ne prévoit aucune zone d'extension de l'urbanisation ;

Considérant que les aléas de niveaux fort de remontée de nappe et nappe sub-affleurante sur le territoire communal devront être pris en compte par le projet de document d'urbanisme et dans le bâti par l'interdiction des sous-sol ;

Considérant la présence à plus de 5 km du territoire communal des sites Natura 2000 FR2200369, zone spéciale de conservation « réseau de coteaux crayeux du bassin de l'Oise aval (Beauvaisis) », FR2200377, zone spéciale de conservation « massif forestier de Hez Froidmont et Mont César », FR2200378, zone spéciale de conservation « marais de Sacy-le-Grand », qui ne seront pas impactés par le projet ;

Considérant que la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 1 220013611 « larris et bois de Mont », ainsi que la continuité écologique de type multitrane aquatique identifiée dans le diagnostic du schéma régional de cohérence écologique de Picardie sont classées en zone naturelle afin d'assurer leur protection ;

Considérant que la zone humide, présente sur le territoire communal, délimitée par l'étude du syndicat intercommunal de la vallée de la Brèche, est classée en zone naturelle ;

Considérant que l'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Valescourt n'est pas susceptible d'entraîner des effets négatifs notables sur l'environnement et la santé ;

DÉCIDE

Article 1^{er} :

La procédure d'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Valescourt n'est pas soumise à évaluation environnementale stratégique.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-18 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles un projet peut être soumis.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale Hauts de France du Conseil général de l'environnement et du développement durable.

Fait à Lille, le 31 juillet 2018

Pour la Présidente
de la mission régionale
d'autorité environnementale
Hauts-de-France,
le Président de séance



Etienne LEFEBVRE

Voies et délais de recours

Les recours gracieux ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun. Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire en cas de décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale stratégique. Le recours administratif gracieux doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Recours gracieux (formé dans le délai de deux mois) auprès de :
Mission régionale d'autorité environnementale Hauts de France
DREAL Hauts de France – Service IDDEE
44, rue de Tournai
CS 40259
F 59019 LILLE Cedex

Recours contentieux (formé dans le délai de deux mois) auprès du :
Tribunal administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint Hilaire
CS 62039
59014 Lille cedex